

## COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

### Extrait des délibérations de la séance du 28 mars 2024

-----

Sous la présidence de M. Daniel Guiraud, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

#### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Guiraud, Mme Azoug, M. Bedreddine, M. Constant, M. Blanchet, Mme Thibault, M. Sadi, Mme Girardet, M. Molossi, M. Dallier, Mme Lecroq, M. Martin P-Y, Mme Choulet, M. Chabani

#### **ÉTAIENT EXCUSÉS :**

M. Troussel donnant pouvoir à M. Guiraud  
Mme Labbé donnant pouvoir à M. Sadi  
Mme Youssouf donnant pouvoir à Mme Denis  
Mme Dellac donnant pouvoir à Mme Lecroq  
M. Monot donnant pouvoir à M. Molossi  
M. Taïbi donnant pouvoir à M. Bedreddine  
M. Bluteau donnant pouvoir à Mme Choulet  
Mme Paul donnant pouvoir à M. Dallier  
M. Martin S. donnant pouvoir à M. Chabani  
Mme Ségura donnant pouvoir à M. Martin P-Y

#### **ÉTAIENT ABSENTS :**

M. Bouamrane, M. Duprey, Mme Laroche, Mme Denis, Mme Filhol, Mme Saïd-Anzum, M. Cranoly, Mme Maroun, Mme Pietri, M. Monany, Mme Lagarde

-----



## Délibération n° V du 28 mars 2024

### MESURES EXCEPTIONNELLES ET TRANSITOIRES RELATIVES AU TEMPS DE TRAVAIL LORS DE L'ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES (JOP)

La commission permanente du conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature,

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 modifié relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2024-15 du 9 janvier 2024 portant modification du compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté interministériel du 9 janvier 2024 pris pour l'application de l'article 7-1 du décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 2021-VII-24 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 lui donnant délégation,



Vu la délibération du Conseil départemental n°2022-VII-18 du 7 juillet 2022 relative au règlement du temps de travail des agents du département de la Seine-Saint-Denis et, notamment, ses annexes n°1 n°2,

Vu la délibération du Conseil départemental n°2022-VII-20 du 7 juillet 2022 relative aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires aux agents de catégorie B et C,

Vu la délibération n°2022-VII-21 du 7 juillet 2022 relative au régime d'astreintes des agents départementaux,

Vu l'avis rendu par le Comité social territorial 22 mars 2024,

Sur le rapport du président du Conseil départemental,

**après en avoir délibéré,**

- DÉCIDE que des aménagements au cycle de travail peuvent être apportés au cours des mois de juin, juillet, août, septembre et octobre 2024 aux agents des directions et délégations listés en annexe et affectés dans les services et délégations directement mobilisés pour l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) ;

- DÉCIDE que la sujétion d'astreinte est ouverte au cours des mois de juin, juillet, août, septembre et octobre 2024 aux agents départementaux fonctionnaires et non titulaires et affectés sur les fonctions mentionnées ;

- DÉCIDE que les jours de RTT acquis au cours de l'année 2024 par les agents directement impliqués·s/mobilisé·e·s pour la bonne organisation des Jeux peuvent être épargnés sur le compte épargne-temps à hauteur de 15 jours maximum ;

- DÉCIDE que les jours de RTT acquis au cours de l'année 2024 peuvent être consommés jusqu'au 31 mars 2025 pour les agents impliqués·s/mobilisé·e·s pour la bonne organisation des Jeux ;

- DÉCIDE de mettre en œuvre les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) dans la limite maximale de 55 heures par mois concernant les agents dont le cycle de travail peut être modifié au cours des mois de juin, juillet, août, septembre et octobre 2024, directement impliqué·e·s/mobilisé·e·s dans la bonne organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques.

Pour le président du Conseil départemental,  
et par délégation,

Abstention(s) de :  
*Mme Labbé, M. Bedreddine, Mme Dellac, M. Taïbi, Mme Lecroq*

M. Sadi, ayant le pouvoir de Mme Labbé, informe qu'elle s'abstient. M. Bedreddine use du pouvoir de M. Taïbi. Mme Lecroq use du pouvoir de Mme Dellac.

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 5
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.*